

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 2015 - 28 septembre 1995 - 3 F

D 2015 **BRÉSIL** : LES CONFLITS DE LA TERRE ET LA JUSTICE

"La justice peut tarder, elle finit toujours par arriver". Ce dicton populaire du Brésil s'est partiellement vérifié dans l'affaire de l'assassinat du paysan Expedito Ribeiro de Souza, poète et syndicaliste de Rio Maria, dans le sud de l'État du Pará (cf. DIAL D 1953). Même si le commanditaire, grand propriétaire terrien, est toujours en fuite, la justice est au moins passée sur les deux assassins : un administrateur de domaine et un tueur à gages. Leur condamnation était en effet confirmée en seconde instance le 31 août 1995. Ci-dessous, communiqué du comité Rio Maria du 5 septembre 1995.

Note DIAL

VICTOIRE !

1. La condamnation des assassins

Les assassins d'Expedito Ribeiro de Souza ont été condamnés pour la deuxième fois à Bélem, le 31 août 1995 : le tueur à gages José Serafim Sales, dit Barreirito, à 25 ans de prison; Francisco de Assis Ferreira, dit Grilo, l'administrateur, à 21 ans. Malheureusement, une fois de plus, le commanditaire, Jerônimo Alves de Amorim, avec deux mandats d'arrêt, en fuite, n'a pas comparu et n'a donc pas été jugé puisque la loi brésilienne ne connaît pas le jugement par contumace.

La date de la séance de cour d'assises a été reportée deux fois cette année et il s'en est fallu de peu que Barreirito et Grilo ne comparaissent pas. Barreirito avait organisé leur évasion de la prison centrale. Les détenus avaient déjà réussi à creuser un tunnel d'une quarantaine de mètres. Le 24 août, six d'entre eux avaient réussi à s'enfuir; mais Barreirito et Grilo n'ont pas eu la même chance.

La séance de cour d'assises a commencé à 9 H le 31 août et s'est terminée le 1er septembre à 2 H du matin. Une caravane de 150 personnes de Rio Maria et du sud du Pará, membres de la famille d'Expedito, paysans, syndicalistes, représentants de mouvements populaires ont fait un voyage de trente-cinq heures d'autocar jusqu'à la capitale de l'État pour assister au jugement.

Étaient présents également des délégations du Tocantins, du Goiás, du Maranhão, de Brasília. De la capitale du pays, entre autres personnes, étaient venus le député Nilmário Miranda, président de la Commission des droits de l'homme de l'Assemblée législative fédérale. De Rio de Janeiro, en plus de la représentante du Comité Rio Maria de cette ville, étaient venus les acteurs Angelo Antônio, Bete Mendes, Dira Paes. Dans la salle d'assises il y avait également Jim Cavallaro, de Human Rights Watch, et Régis Waquet, représentant de la Fédération internationale des droits de l'homme et du Barreau de Nanterre, région de Paris.

Les avocats de la partie civile étaient Luiz Eduardo Greenhalgh, de São Paulo, Egidio Sales Filho et Jorge Farias, de Belém, Henri Burin des Rozières, de Rio Maria. Ils ont plaidé brillamment, dans le même sens que le ministère public. Pendant le jugement le climat était à l'expectative. A la fin c'était la grande joie parmi les présents vu la décision des jurés à l'unanimité.

2. Rencontre avec le gouverneur et Mme le procureur de justice

Ce même 31 août, une commission a rencontré le gouverneur du Pará, Almir Gabriel, pour réclamer l'arrestation de Jerônimo Alves de Amorim. Le gouverneur a affirmé que c'était effectivement une question d'honneur pour l'État du Pará, mais que la police manquait de moyens. La commission a eu ensuite une audience au ministère public de l'État au sujet de l'enquête sur l'assassinat de João Canuto. La police a mis huit ans pour conclure cette enquête qui dort maintenant depuis deux ans dans les dossiers du ministère public. Mme le Procureur, gênée, a promis que d'ici une semaine l'affaire serait transmise au tribunal.

3. Répercussion dans les médias

Les journaux, radios et télévisions au plan régional et national, ont donné une grande répercussion au procès, à la sentence et aux rencontres avec les autorités. La photo du grand propriétaire Jerônimo Alves de Amorim, en fuite, a été publiée dans la presse.

Il s'agit d'une grande victoire, mais fragile. Sur les 190 assassinats de ces dernières années dans le sud du Pará pour des questions de terre, il n'y a pas eu, jusqu'à aujourd'hui, une seule mise en jugement de commanditaires. Jerônimo Alves de Amorim est toujours en fuite. Son arrestation et sa comparution devant les tribunaux sont importantes pour la question de la terre, même au niveau national. Il faut que ces crimes sur commande cessent. Une condamnation de Jerônimo Alves de Amorim, commanditaire du crime, aurait valeur d'avertissement pour les autres, pour qu'ils arrêtent de tuer. La condamnation de ce propriétaire terrien pourrait être le signe de la fin de l'impunité des latifondiaires.

Souvenons-nous d'Expedito qui disait : "La paix est fille de la justice"

Rio Maria, le 5 septembre 1995

Luzia Canuto de Oliveira Pereira
Présidente du Comité Rio Maria

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL.
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441